

## Les think-tanks en Asie du Sud-Est

Pierre Ferrebeuf

# note

OBSERVATOIRE ASIE DU SUD-EST 2018/2019

*Pierre Ferrebeuf est diplômé d'un master en études stratégiques de la S. Rajaratnam School of International Studies, Nanyang Technological University de Singapour. Il a été analyste auprès de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) et ancien stagiaire auprès de la mission de défense de l'ambassade de France à Singapour. Il peut être suivi sur Twitter : pierre\_frbf*

**Note d'actualité n°13 de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est, cycle 2018-2019**

**Avril 2019**

*Les think-tanks ont pris leur essor en Asie du Sud-Est grâce au développement économique et à la promotion d'organisations ou structures régionales comme l'ASEAN. Malgré tout, les think-tanks restent très proches des gouvernements avec qui ils entretiennent des relations opaques, freinant leur liberté académique et leur marge de manœuvre. Ces dernières années, de nouveaux acteurs se sont immiscés dans cette équation avec d'un côté des groupes de consulting anglo-saxons faisant concurrence aux think-tanks et de l'autre côté, des pays ou organisations tierces comme la Chine, les États-Unis, le Japon, la Corée ou l'Union Européenne qui promeuvent leurs visions du monde avec parfois des stratégies de/pour la recherche dites offensives dans une atmosphère de compétition géopolitique.*

## Introduction

En Asie du Sud-Est, ces dernières décennies ont été marquées par une corrélation entre le développement économique de la région et la création de think-tanks<sup>1</sup>. Les think-tanks d'Asie du Sud-Est ont aussi eu comme accélérateur le développement d'organisations régionales comme l'ASEAN. Malgré tout, ces think-tanks ont la particularité (sans doute plus que dans d'autres régions du monde) d'être proches de leurs gouvernements respectifs, favorisant ainsi l'agenda politique de ces derniers. Ils sont aussi au cœur de ce qui pourrait être perçu comme une bataille d'influence et de séduction entre différents acteurs étrangers à commencer par la Chine, le Japon ou les États-Unis.

Nous retiendrons les neuf critères de Stephen Boucher pour définir un think-tank<sup>2</sup>. Il doit avoir une organisation permanente ; avoir une équipe de chercheurs à temps plein ; être spécialisé dans la production de recommandations politiques ; vouloir communiquer ses conclusions vers les membres de gouvernements, les hauts fonctionnaires et l'opinion publique ; ne pas être chargé de mission gouvernementale ; être indépendant envers les intérêts privés et garder une liberté dans les sujets de recherche ; ne pas avoir pour mission principale de dispenser des formations ni de délivrer des diplômes ; et enfin, viser le « bien public » à travers leurs travaux. Certains think-tanks d'Asie du Sud-Est ne remplissent pas toutes ces conditions, cependant, ils sont reconnus comme centres de recherche par plusieurs acteurs étatiques ou académiques, et sont donc inclus dans cette étude. La définition géographique de cette étude porte sur les pays membres de l'ASEAN plus le Timor Leste. Cependant, ce choix n'empêchera pas d'aborder l'influence de pays étrangers envers ces think-tanks régionaux.

Il est primordial de s'intéresser aux relations particulières entre les think-tanks et les gouvernements d'Asie du Sud-Est, puis au rôle que jouent ces think-tanks dans le développement du régionalisme en Asie du Sud-Est. Enfin, les think-tanks d'Asie du Sud-Est sont un nouveau champ de bataille pour des acteurs étrangers comme les États-Unis, le Japon, l'Union Européenne, ou encore la Chine, dans le but de promouvoir leurs visions et leurs intérêts respectifs.

1 - Cette étude porte sur les think-tanks focalisés sur les questions relatives aux relations internationales, aux politiques de défense, à la sécurité internationale et non sur les sujets économiques.

2 - Thomas Bondiguel et Thierry Kellner, « The impact of China's foreign policy think tanks », *BICCS Asia Paper* Vol.5, 2009, <https://dipot.ulb.ac.be/dspace/bitstream/2013/94972/1/TKBTBT.pdf>

## Les relations entre les think-tanks et les gouvernements en Asie du Sud-Est

Les think-tanks d'Asie du Sud-Est ont connu, entre autres, deux facteurs complémentaires essentiels à leur développement. Le premier est comme évoqué en amont, le boom économique de la région avec une croissance parmi les plus rapides du monde selon le Fonds Monétaire International<sup>3</sup>. Le deuxième facteur est la multiplication des acteurs publics et privés grâce à la mondialisation et leur demande pour des informations plus rapides et des analyses plus pertinentes.

Les différents acteurs publics (gouvernements, forces armées, universités) et privés (entreprises, fondations) ont eu les moyens d'investir et de soutenir des think-tanks. Cependant, l'une des conséquences de ce développement est d'avoir des think-tanks proches de leurs gouvernements respectifs et de l'agenda politique de ce dernier. Par exemple, parmi les think-tanks singapouriens, la RSIS (S. Rajaratnam School of International Studies) qui héberge un centre de recherche en stratégie et relations internationales, n'est pas rattachée directement au ministère de la Défense de Singapour mais appartient à la NTU (Nanyang Technological University). Cependant, elle entretient un lien historique avec le pouvoir puisque son créateur était le Dr. Tony Tan Keng Yam, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense. Il a par la suite été élu Président de la République de Singapour (2011-2017) et dirige aujourd'hui le board de la RSIS. De plus, le lien avec l'appareil d'État singapourien est très fort au travers de la composition du *board* dont le directeur et 5 des 13 membres occupent des charges dans le domaine public<sup>4</sup>. Dans ce *board* siège en particulier les *permanent secretary* du ministère de la Défense, des Affaires étrangères, et du Service civil (bureau du Premier ministre).

L'autre élément révélateur de la présence du gouvernement concerne le recrutement. Il existe une forme de « *revolving door policy* » c'est-à-dire des échanges de personnels entre les structures administratives et les think-tanks que ce soit dans le corps enseignant ou pour les étudiants. Il est toujours intéressant pour des think-tanks d'avoir des anciens haut-fonctionnaires (ambassadeurs), des officiers, voire des hommes et/ou femmes politiques au sein de leur équipe de recherche, afin qu'ils puissent apporter leur expérience, et cela est tout à fait légitime. Seulement, les think-tanks d'Asie du Sud-Est sont caractérisés par le fait que leur pourcentage au sein de leurs équipes de recherche soit plus important qu'en Europe ou aux États-Unis. Les think-tanks sont souvent considérés comme étant des outils pour reconversion avec un recrutement opaque et des créations de postes « facilitées ». Cela peut avoir comme conséquence la

3 - Étude du Fonds Monétaire International intitulée « L'Asie du Sud-Est : une région florissante », Septembre 2018, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2018/09/pdf/fd0918f.pdf>

4 - Comité de direction de la RSIS au 2 janvier 2019, <https://www.rsis.edu.sg/about-rsis/board-of-governors/#.XK-ily3M1-U>

présence d'une censure volontaire ou le choix de ne pas travailler ou publier sur tel ou tel sujet d'intérêt. Par exemple, si un think-tank devait publier un document critiquant la politique chinoise, il publierait un autre document critiquant la politique américaine afin de « rééquilibrer » les relations. Par ailleurs, pour reprendre le cas de la RSIS, ce think-tank est contacté par les différents ministères, en particulier ceux de la Défense et de l'Intérieur pour réaliser, à partir de sources ouvertes, des études et analyses qui n'ont pas vocation à être publiées. Il est pertinent de dire que nombre de documents de ces think-tanks régionaux ne sont pas publiés.

La diversité des opinions et profils n'est pas comparable avec les think-tanks en Europe et aux États-Unis. La plupart des chercheurs ont des contrats courts et des fiches d'objectifs dont les responsables des think-tanks (ou les autorités dans certains cas) se servent comme moyens de pression. Pour les chercheurs étrangers, la question d'obtenir ou de renouveler son visa de travail est très forte. En effet, plusieurs d'entre eux se sont plaints de la difficulté de faire des recherches sur des sujets sensibles comme le terrorisme ou des sujets sociétaux par crainte de perdre leur visa (ou, pour être plus exact, de peur qu'il ne soit pas renouvelé)<sup>5</sup>. Malgré tout, nous assistons à l'émergence d'une jeune génération de chercheurs, le plus souvent formés en Europe ou aux États-Unis, et qui a la volonté de renforcer le débat voire de critiquer la politique étrangère de leur gouvernement (tout en recommandant des alternatives). Même si une certaine appréhension et même peur reste présente, la situation change progressivement.

Les think-tanks d'Asie du Sud-Est sont présents dans leurs pays respectifs et ont des liens très étroits et opaques avec ces derniers. La recherche n'y est pas totalement libre et les sujets de recherche doivent être justifiés et approuvés par les autorités qui ont, au minimum, un droit de regard. Les pays d'Asie du Sud-Est ont aussi utilisé leurs think-tanks pour leur politique étrangère. Ces derniers ont favorisé l'émergence de coopérations, de structures, d'organisations afin de développer le régionalisme dans cette région.



### **Les think-tanks au service du régionalisme en Asie du Sud-Est**

Les think-tanks régionaux ont bénéficié du développement du régionalisme et de l'accroissement des liens entre pays de la région dans les domaines de l'éducation et de la recherche. L'un de ces outils de communication est le Council for Security Cooperation in the Asia Pacific (CSCAP) basé en Australie, à l'Australian National University<sup>6</sup>. Les membres sont au nombre de 21 (dont tous les pays de l'ASEAN sauf la Birmanie, le Laos et Timor Leste) et sont des think-tanks (un par pays). Selon le site internet officiel,

5 - Entretien informel entre des professeurs de la RSIS et l'auteur, janvier 2018.

6 - Présentation du CSCAP sur : <http://www.cscap.org>

les groupes d'études travaillent sur les questions suivantes : la lutte contre la prolifération et le désarmement, le développement de normes dans le domaine cyber en Asie-Pacifique et l'énergie nucléaire.

Les pays de la région utilisent leurs think-tanks pour en faire des relais de leur diplomatie. Dans le cas de la RSIS, la proximité entre ce think-tank et les autorités singapouriennes permet d'en faire un véritable relais de la diplomatie et des priorités stratégiques des autorités, notamment en assurant des missions de préparation de rencontres diplomatiques (*track two diplomacy*) en particulier dans le cadre de l'ASEAN et de sa participation au *Consolidated Strategic Action Plan*<sup>7</sup>, *The Track II Network of ASEAN Defense and Security Institutions*<sup>8</sup> (NADI) et au *Network of East Asian Think-tanks*<sup>9</sup> de l'ASEAN +3 (cf. Annexe 2). Toujours dans le cas de la RSIS, ce dernier a créé le *Track II Network of ASEAN Defence and Security Institutions* ou NADI sous l'impulsion du ministère de la Défense singapourien afin de faciliter les discussions et les coopérations dans les domaines de la défense et sécurité entre pays membres de l'ASEAN<sup>10</sup>. Du point de vue des relations intra-think-tanks, Singapour (RSIS) et l'Indonésie (CSIS) ont des relations intéressantes et gagnantes-gagnantes. L'ambassadeur Barry Desker, longtemps doyen de la RSIS et à l'initiative de la création du *Indonesia programme*, a occupé le poste d'ambassadeur de Singapour en Indonésie. Il a ainsi développé les liens entre think-tanks (RSIS-CSIS), mais aussi les liens entre les autorités singapouriennes et les think-tanks indonésiens. Des liens personnels entre les membres du programme Indonésie de la RSIS et les décideurs indonésiens se sont créés. Par exemple, un ancien étudiant de l'école doctorale de la RSIS est devenu chef des forces de police indonésienne après la recommandation de l'ancien responsable du programme Indonésie de la RSIS<sup>11</sup>. La plupart des chercheurs de nationalité indonésienne gravitant dans les cercles du pouvoir et aspirant à un poste de conseiller sont souvent passés par Singapour et notamment la RSIS. La conséquence de ces pratiques est une vision homogène, parfois biaisée sur les sujets d'étude et rarement remise en cause.

Les think-tanks de la région ont relu les travaux de chercheurs australiens, américains ou européens afin de les reprendre dans un contexte sud-est asiatique. Ils ont notamment travaillé sur les concepts d'Indo-Pacifique et Quad. Les chercheurs d'Asie du Sud-Est sont dubitatifs face aux idées d'Indo-Pacifique

7 - ASEAN Economic Community 2025 Consolidated Strategic Action Plan, publié le 14 août 2018, voir : <https://asean.org/wp-content/uploads/2012/05/Updated-AEC-2025-CSAP-14-Aug-2018-final.pdf>

8 - Le Track II Network of ASEAN Defense and Security Institutions (NADI) a été créé en août 2007 sous l'égide de Singapour avec la RSIS. Pour plus d'informations, voir le site officiel : <https://www.rsis.edu.sg/nadi/>

9 - Le Network of East Asian Think Tanks a été créé par le sommet ASEAN + 3, regroupant 13 centres de recherche (un par membre de l'ASEAN +3) désignés par leur pays respectif. Leurs buts sont à retrouver sur : <https://www.isis.org.my/2009/06/23/neat/>

10 - Pour plus d'informations, voir le site officiel : <https://www.rsis.edu.sg/nadi/>

11 - Son nom est Tito Karnavian.

ou du Quad<sup>12</sup>. Par exemple, le think-tank malaisien ISIP Malaysia continue d'utiliser le terme « Asie Pacifique » notamment lors de sa conférence annuelle intitulée *Asia-Pacific Roundtable*. Il est probable que les pays et donc les think-tanks de l'ASEAN conçoivent leur propre définition de l'Indo-Pacifique. Pour cela, ils suivent leurs opinions publiques respectives. Entre le 18 novembre 2018 et le 5 décembre 2018, le centre de recherche sur l'ASEAN du think-tank singapourien ISEAS-Yusof Ishak Institute a mené un sondage en ligne sur ce sujet<sup>13</sup>. La plupart des think-tanks pensent que les définitions de l'Indo-Pacifique sont contraaires aux principes de centralité et de neutralité de l'ASEAN<sup>14</sup>. Autrement dit, les chercheurs d'Asie du Sud-Est ne souhaitent pas se retrouver à choisir entre les États-Unis avec ses alliés et la Chine. Ils s'inquiètent que ces concepts puissent nuire à la diplomatie régionale et à la relative bonne entente entre les pays de la région. L'exemple le plus probant est la définition du concept de l'Indo-Pacifique faite par l'administration du président Joko Widodo et défendu par la plupart des think-tanks d'Asie du Sud-Est<sup>15</sup>. Pour des raisons géographiques (l'Indonésie ayant à la fois une façade maritime avec l'Océan Indien à l'Ouest et l'Océan Pacifique à l'Est), l'Indonésie a développé sa propre définition du concept d'Indo-Pacifique, basée sur des principes économiques. Il est à souligner que la définition indonésienne de l'Indo-Pacifique ne mentionne pas des « valeurs communes » comme les normes démocratiques ou le respect des droits de l'Homme. Selon elle, les pays de l'ASEAN sont au cœur de ce processus et devraient s'approprier ce concept. Ainsi, l'ASEAN devrait renforcer ses structures (et non créer d'autres ou inviter des pays tiers) dont le but serait d'assurer le développement et la prospérité économique de la région. Sur les relations

12 - Nous entendons comme définition du concept d'Indo-Pacifique : la garantie de la liberté de navigation sur mer comme dans les airs, le respect de la souveraineté, la notion d'égalité entre nations peu importe leur taille ou leur puissance, la résolution des litiges par la voie diplomatique, le respect du droit international, le libre commerce, le développement durable des ressources maritimes, promouvoir la sécurité et la lutte contre les trafics illicites dans la région.

13 - Étude de l'ISEAS intitulée : « The State of Southeast Asia: 2019 survey report », ASEAN Studies Centre et ISEAS Yusof Ishak Institute, le 29 janvier 2019, voir : [https://www.iseas.edu.sg/images/pdf/TheStateofSEASurveyReport\\_2019.pdf](https://www.iseas.edu.sg/images/pdf/TheStateofSEASurveyReport_2019.pdf)

14 - Pour une définition du concept d'Indo-Pacifique par les japonais, les français, les américains, et les indiens voir :

- Kuni Miyake, « What doest the 'Indo-Pacific strategy' mean ? », *Japan Times*, 11 mars 2019, voir : [https://www.japantimes.co.jp/opinion/2019/03/11/commentary/japan-commentary/indo-pacific-strategy-mean/#.XMavaS\\_pN-U](https://www.japantimes.co.jp/opinion/2019/03/11/commentary/japan-commentary/indo-pacific-strategy-mean/#.XMavaS_pN-U)
- Emmanuel Macron, discours à la communauté française en Australie, *Vie Publique*, 2 mai 2018, voir : <http://discours.vie-publique.fr/notices/187001353.html>
- Mira Rapp-Hooper, « The Indo-Pacific Vision in Strategic Limbo : a foreign policy case study for the Trump era », *Notes de l'IFRI, Asie Visions*, 102, Novembre 2018, 22 pages, voir : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rapp-hooper\\_indo\\_pacific\\_vision\\_2018.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rapp-hooper_indo_pacific_vision_2018.pdf)
- « India and the Indo-Pacific : trade, aid, & security », Brookings, conférence, 12 décembre 2018, voir : <https://www.brookings.edu/events/india-and-the-indo-pacific-trade-aid-security/>

15 - Evan A. Laksamana, « Buck-passing from behind: Indonesia's foreign policy and the Indo-Pacific », *Brookings Institution*, 27 novembre 2018, voir : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2018/11/27/buck-passing-from-behind-indonesias-foreign-policy-and-the-indo-pacific/>

Entretiens avec des chercheurs sud-est asiatiques.

avec les grandes puissances, la Chine et les États-Unis, la définition indonésienne suit une approche appelée « équidistance pragmatique » afin de maintenir une politique étrangère autonome en s'engageant avec une grande puissance dans des projets de coopération sans pour autant compromettre les relations avec l'autre puissance<sup>16</sup>. L'Indonésie a été mandatée par l'organisation de l'ASEAN pour conceptualiser une définition de ce concept propre à ses membres<sup>17</sup>. Les pays de l'ASEAN sont centraux dans le concept d'Indo-Pacifique et ils le savent. Ils justifient leurs hésitations face aux différentes et contradictoires définitions de l'Indo-Pacifique en mettant en avant le fait qu'ils ont créé plusieurs mécanismes régionaux pour promouvoir les discussions entre pays de la région et puissances majeures comme les États-Unis, le Japon, l'Inde, la Chine, l'Australie, etc. Nous pouvons citer ici le Sommet de l'Asie Orientale, le Forum régional de l'ASEAN ou l'ADMM-Plus.

L'un des évènements majeurs en matière de sécurité et de défense en Asie est le Shangri-La Dialogue (ou *Asia Security Summit*) organisé par le think-tank britannique *The International Institute for Strategic Studies* avec l'aide des autorités singapouriennes. Ce forum rassemble annuellement des délégués gouvernementaux (ministres, hautes autorités militaires), des *think tankers*, des acteurs économiques et enfin des journalistes pour trois jours de discussions autour de problématiques liées à la sécurité et à la défense en Asie. Ce forum permet aussi aux différents protagonistes de se rencontrer en aparté pour discuter de sujets plus confidentiels, et cela, en toute discrétion. Il existerait aussi une autre conférence, privée celle-ci, réunissant des officiers de renseignement de divers pays dans un autre hôtel de Singapour<sup>18</sup>. Il y a donc un forum « visible » et un forum « invisible »<sup>19</sup>. Ce genre d'évènement est une estrade pour la cité-État, renforçant ainsi son rôle de passerelle entre le monde asiatique et le monde occidental, tout en étant en accord avec ses intérêts diplomatiques visant la neutralité et la promotion du dialogue entre nations. Elle participe au financement et à la logistique en prenant notamment en charge la sécurité, l'accueil des délégations, etc. Parfois considéré comme le pendant asiatique du Forum de Munich, le forum s'est imposé comme un évènement incontournable pour les responsables de défense et de sécurité des pays de la région Indo-Pacifique.

Les récentes éditions ont été marquées par des difficultés d'accès pour les *think tankers* dues à des contraintes logistiques. Le nombre de délégations a augmenté, avec notamment la présence d'acteurs

16 - *Idem*

17 - Nazia Hussain, « Indo-Pacific concept : juggling for clarity », RSIS, 27 décembre 2018, voir : <https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/indo-pacific-concept-juggling-for-clarity/#.XH1DLS17TjA>

18 - Greg Torode, « The Singapore hotel where top brass, dealers and spies rub shoulders », *Reuters*, 3 juin 2018, disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-asia-security-hotel/the-singapore-hotel-where-top-brass-dealers-and-spies-rub-shoulders-idUSKCN11Z0M5>

19 - Pour détailler, il y aurait quatre forums : 1) le forum officiel avec les différentes sessions, 2) le forum « dans le hall » où les différents invités peuvent se rencontrer lors d'une pause-café, 3) le forum des délégations avec des réunions privées pour des entretiens, 4) le forum « renseignement » qui se déroulerait dans un autre hôtel de Singapour entre officiers de renseignement.

privés ou économiques comme Boeing ou Facebook, au détriment des chercheurs. Enfin, le Shangri-La Dialogue a attiré les critiques chinoises, notamment via le journal chinois en langue anglaise, *The Global Times*<sup>20</sup>. Ce journal suit la ligne éditoriale du *Quotidien du Peuple*, le journal officiel du Parti communiste chinois. Il est considéré comme un outil de communication officieux du gouvernement chinois. Plusieurs articles ont accusé le forum d'être une estrade anti-chinoise favorisant les intérêts américains, notamment sur le sujet de la situation en mer de Chine méridionale. L'année 2018 a été marquée par une faible présence chinoise<sup>21</sup>. Même si l'édition de 2019 devrait revenir à la normale, cela démontre une volonté chinoise pour rééquilibrer ce genre d'évènement international vers des auspices plus favorables à la politique chinoise ou essayer de faire concurrence au Shangri-La Dialogue. En 2006, Pékin a créé le forum du Xiangshan qui se veut officieusement être le concurrent au Shangri-La Dialogue afin de régler les problématiques de sécurité et de défense en Asie par les Asiatiques. Ce forum est ouvert à tous les pays, mais les pays participants sont plutôt favorables à la politique étrangère chinoise<sup>22</sup>. Lors de l'édition de 2016, les délégués chinois ont appelé à la construction d'un ordre régional non basé sur les alliances et à cette « mentalité de guerre froide », mais multipolaire. Aujourd'hui, malgré les moyens mis en place par les autorités chinoises, il ne semble pas que cet évènement face de l'ombre au Shangri-La Dialogue et ce pour plusieurs années.



### L'influence d'acteurs étrangers

Outre l'évènement du Shangri-La Dialogue, les puissances étrangères ont développé des stratégies, des programmes afin de promouvoir leurs intérêts ou leurs opinions auprès des think-tanks régionaux. Néanmoins, différents niveaux existent dans ces stratégies. La différence se fait dans l'intensité et les moyens, certains pays ou organisations n'hésitant pas à afficher une stratégie que l'on peut qualifier d'offensive dans une atmosphère de compétition géopolitique entre grandes puissances dans la région.

Les liens entre l'IISS, organisateur du Shangri-La Dialogue, et le gouvernement britannique portent à confusion. Ce dernier aimerait bien utiliser l'évènement pour promouvoir sa politique du *Global Britain* d'autant que celle-ci vise particulièrement l'Asie du Sud-Est. 20 - Éditorial du journal chinois *The Global Times* intitulé : « Balanced dialogue needed at Shangri-La », *Global Times*, 4 juin 2017, voir : <http://www.globaltimes.cn/content/1049847.shtml>  
Éditorial du journal chinois *The Global Times* intitulé : « Shangri-La talks mustn't bow to US agenda », 3 juin 2016, voir : <http://www.globaltimes.cn/content/986711.shtml>  
21 - Ankit Panda, « The 2018 Shangri-La Dialogue : probing the 'Indo-Pacific' and deterring the Fait Accompli », *The Diplomat*, 5 juin 2018, voir : <https://thediplomat.com/2018/06/the-2018-shangri-la-dialogue-probing-the-indo-pacific-and-deterring-the-fait-accompli/>  
22 - Parmi les pays membres de l'ASEAN, les participants au forum du Xiangshan sont : les Philippines, Brunei, Singapour, le Vietnam, la Birmanie, la Malaisie, la Laos, la Thaïlande, le Cambodge, et l'Indonésie. Nous pouvons aussi rajouter la participation de délégués venant de l'ASEAN et du Timor Leste.

Nous ne savons pas à quel degré, les organisateurs sont réceptifs à ces signaux. Cependant, il est pertinent de préciser qu'après de longues discussions avec ces derniers, ils ne semblent pas être dans l'optique de promouvoir cette politique activement, au mieux passivement via l'organisation de conférences ou tout autre évènement pouvant faciliter la prise de parole des représentants du gouvernement britannique sur sa politique post-Brexit dans la région<sup>23</sup>.

Les délégations de l'Union Européenne dans les pays du sud-est asiatique ont développé des liens avec les think-tanks régionaux, à différents niveaux, selon le pays concerné. Par exemple, l'Union Européenne est représentée lors du Shangri-La Dialogue avec, dans la majorité des cas, la participation d'un commissaire européen. L'un des principaux objectifs des délégations de l'Union Européenne dans la région est de montrer que l'Union Européenne n'est pas qu'un acteur commercial, mais est aussi présent dans les domaines de la sécurité et de la défense. Les premières interactions se font grâce à des conférences ou séminaires, ouverts ou fermés, auxquelles les think-tanks invitent des représentants de l'Union Européenne. Les délégations peuvent aussi consulter les think-tanks sur la base du volontariat sur un sujet particulier (par exemple, la lutte contre le terrorisme) et cela lors d'un format restreint (3-4 personnes). À Singapour, la délégation de l'Union Européenne co-organise une série de quatre dialogues par an avec, à chaque dialogue, deux think-tanks (un singapourien et un européen). Les sujets concernent les relations entre la cité-État et l'Union Européenne dans les domaines de la sécurité, la connectivité, le changement climatique et les relations commerciales. La délégation finance les frais logistiques avec les différents think-tanks impliqués, mais ne rétribue pas les intervenants. Enfin, l'Union Européenne a mis en place un *visitors programme* afin d'inviter en Europe de jeunes chercheurs, jeunes entrepreneurs ou journalistes à l'avenir prometteur pour visiter les structures de l'Union Européenne et expliquer le point de vue de l'Union sur les enjeux internationaux<sup>24</sup>. Cette expérience est vue comme positive, car les participants à ce programme pourront donner une image favorable de l'Union Européenne à leur retour. Les délégations de l'Union Européenne sont en charge de trouver ces personnes. Les pays d'Asie du Sud-Est sont partenaires du programme européen Erasmus +. Leurs citoyens peuvent ainsi prétendre à une bourse de recherche ou une aide financière via un organisme (institutions, associations, établissements scolaires dont les activités sont soutenues par le programme)<sup>25</sup>.

Nous devons évoquer l'influence d'acteurs étatiques, notamment de la Chine, qui inquiète certains analystes. Le président chinois Xi Jinping a explicitement encouragé les think-tanks chinois à faire « avancer la narrative chinoise » sur les problématiques internationales dans

23 - Observations et discussions lors d'un stage, juin-août 2017.

24 - Pour plus d'informations, voir le site officiel d'Erasmus + : <https://europa.eu/euvs/en/content/welcome-euvs-nice-meet-eu>

25 - Les pays partenaires peuvent seulement participer à certaines d'entre elles et sont soumis à des conditions spécifiques. Ce partenariat est appelé à être renforcé à partir de 2020. Voir : [https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/about/who-can-take-part\\_fr](https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/about/who-can-take-part_fr)

le monde<sup>26</sup>. Dans plusieurs cas, les think-tanks chinois sont devenus des instruments pour promouvoir la sphère d'influence chinoise, en Asie du Sud-Est, entre autres. Par exemple, lors d'une conférence organisée par la RSIS au sujet de la route de la soie, un chercheur chinois a repris les arguments du gouvernement chinois afin de promouvoir le discours officiel, sans opposer l'ombre d'un doute ou d'une critique<sup>27</sup>. Au moment des questions, peu de participants venant de pays d'Asie du Sud-Est ont voulu poser des questions sensibles mais légitimes comme le coût économique ou le coût environnemental de ce projet, mais plutôt des questions visant à renforcer les propos du conférencier. Certains participants ont exprimé une complaisance bienveillante afin de ne pas froisser la Chine par peur de représailles diplomatiques ou financières. Cela fait écho aux propos sur la censure volontaire précédemment mentionnés.

Certains sujets d'étude légitimes sont tabous, certaines personnes n'hésitant pas à vous faire comprendre que ce sujet d'étude dérange. Là aussi, la censure volontaire est présente, certains chercheurs ne voulant pas travailler sur tels sujets, sachant pertinemment qu'ils peuvent déplaire à la Chine et donc avoir des répercussions pour leur pays, leur think-tank ainsi que leur carrière. Cette « peur de la Chine » est beaucoup moins présente avec les autres pays, les think-tanks de la région n'hésitant pas à critiquer la politique de certains pays, à commencer par la France<sup>28</sup>. Ces éléments sont à mettre en perspective avec ce qui a été dit dans la première partie.

Les think-tanks se retrouvent, malheureusement et involontairement, otages dans cette guerre froide qui ne dit pas son nom entre la Chine d'un côté, et les États-Unis et ses alliés de l'autre. Ils peuvent subir des pressions afin que ces derniers « choisissent leur camp ». Malgré tout, les think-tanks d'Asie du Sud-Est sont très utiles afin d'accéder aux différents points de vue et ils donnent l'opportunité aux différents protagonistes de se rencontrer. Par exemple, la RSIS accueille chaque année une délégation d'universitaires venant de Corée du Nord pour plusieurs jours de discussions, permettant ainsi une meilleure compréhension de leurs points de vue sur les sujets internationaux. Les think-tanks font aussi face à la concurrence du secteur privé et de leurs salaires plus élevés. La tendance à recruter des occidentaux diminue, car ces derniers sont perçus comme trop chers. Les think-tanks sont donc incités à embaucher des (jeunes) chercheurs des pays de la région les plus

26 - « Opinion on strengthening the construction of new types of think tanks with Chinese characteristics », (关于加强中国特色新型智库建设的意见, Guanyu jiaqiang Zhongguo tese xinxing zhiku jianshe de yijian), State Council General Office, 1 January 2015, voir sur: <https://baike.baidu.com/item/关于加强中国特色新型智库建设的意见>

« To Play the unique Role of Think-tank Join Hands to Build the "Belt and Road Initiative" », Internal Document for Silk Road Forum 2015, voir sur: <http://en.drc.gov.cn/LiQiang.pdf>

27 - Participation de l'auteur à une conférence au sein de la RSIS, 27 mars 2018. Professeur Wu Xinbo, « China: in search of a liberal partnership international order », voir : <https://www.rsis.edu.sg/event/rsis-seminar-by-professor-wu-xinbo-professor-director-center-for-american-studies-dean-institute-of-international-studies-fudan-university/#.XL78nC3pN-U>

28 - Romain Quivooij, « The French Counter-radicalisation Strategy », RSIS, *working papers*, 27 décembre 2016, 26 pages, disponible sur: <https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/cens/wp301/#.XLNg8y3pN-U>

pauvres, souvent moins qualifiés et expérimentés, mais moins chers et plus dociles. Ces personnes ont l'avantage de connaître leur pays respectif et leurs langues. Ils peuvent aussi servir de relais d'influence. Par exemple, l'*Indonesia programme* de la RSIS a vu dans ses rangs Monsieur Andi Widjayanto, qui a été ensuite le conseiller spécial du président indonésien Joko Widodo entre 2014 et 2015.

Les instituts de recherche ont prospéré grâce à la mondialisation et à l'émergence de nouveaux acteurs avides d'analyses concises et nouvelles. Le modèle de think-tank voit l'émergence de concurrents, souvent présents dans d'autres domaines depuis plusieurs années, comme les sociétés de conseil (*consulting firms* en anglais), les nouveaux médias (sites internet, blogs, podcasts, etc.). Dans le domaine de la sécurité internationale, nous pouvons citer le groupe de *consulting* britannique IHS Markit, qui a acquis en 2007 le magazine *Jane's Information Group* spécialisé dans les affaires militaires, les industries de défense et spatiale, la sécurité<sup>29</sup>. Le groupe veut renforcer ses équipes dans leurs bureaux de Singapour afin de répondre aux différentes offres de marché des gouvernements de la région. Un des médias les plus consultés sur les questions de défense et de sécurité en Asie est le site internet basé aux États-Unis *The Diplomat* reconnu pour leurs travaux. Ils ont de nombreux journalistes ou consultants *freelance* réactifs et présents dans la région permettant ainsi aux lecteurs pressés d'avoir une information et une analyse de qualité et concise.



## Conclusion

Dans un monde toujours plus interconnecté où les législateurs et lecteurs sont plus occupés et distraits avec la quantité d'informations disponibles, la rapidité des analyses est la clé. En plus de leurs liens avec les gouvernements, d'autres facteurs contribuent à leur déclin. Il est aujourd'hui plus compliqué de trouver des financements, notamment des subventions publiques, à cause des politiques de rigueur budgétaire qui apparaissent en Asie du Sud-Est. Plusieurs think-tanks de la région ont vu leurs subventions publiques diminuées ces dernières années. Ces ressources devenues plus aléatoires appellent les think-tanks à la prudence et donc à des projets de recherche plus courts, plus délimités, mais aussi peuvent renforcer le phénomène de « caisse de résonance » en faveur de la politique du gouvernement. Les think-tanks serviraient à faire valider les décisions prises par les gouvernements. Ce phénomène ne concerne pas que l'Asie du Sud-Est, mais celui-ci est sous doute plus important dans cette région du monde.

Les think-tanks d'Asie du Sud-Est jouent un rôle important dans la promotion du régionalisme et la diplomatie dans la région avec de nombreux forums,

29 - Plaquette de présentation du *Jane's Military & Security Assessments Intelligence Centre* : <https://cdn.ihs.com/www/pdf/JMSA-security-assessments-Intelligence-Centre.pdf>

structures. Cependant, ces initiatives sont surveillées ou contrôlées par les gouvernements qui les utilisent pour en faire des relais de leur diplomatie. La montée en puissance de la rivalité entre grandes puissances, qui utilisent les think-tanks comme terrain de bataille, est inquiétante. La Chine utilise activement ses think-tanks pour influencer ou intimider ceux d'Asie du Sud-Est et leurs chercheurs. Les Japonais sont eux-aussi présents, notamment grâce à des subventions. Ces éléments peuvent être difficiles à percevoir du fait de la sensibilité du sujet. Ainsi, peu de personnes souhaitent s'exprimer sur la question, mais il est clair que les think-tanks d'Asie du Sud-Est sont au cœur de cette compétition géopolitique entre grandes puissances dans la région.

En plus de ces nombreux défis pour les think-tanks, des acteurs privés renforcent leur présence dans la recherche intellectuelle. Au contraire des instituts de recherche, les sociétés de conseil ont des missions précises et délimitées (bien souvent par un contrat). Ainsi, le gouvernement n'a pas forcément besoin de financer un think-tank pendant plusieurs années. Dans un article paru en 2015, le docteur James McGann recommandait plusieurs stratégies pour faire face à ce phénomène. Le temps où les think-tanks pouvaient se permettre d'avoir comme slogan « recherche-le, écris-le et ils le trouveront » est révolu. Il faut maintenant publier des analyses sous le bon format, le bon *timing* et à la bonne personne. Les instituts de recherche d'Asie du Sud-Est ont sans doute des problèmes de communication par rapport à leurs homologues occidentaux. Ils sont en effet peu présents sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, YouTube). C'est pourtant sur ces plateformes – qu'on le regrette ou non – que le public et les législateurs vont chercher les dernières informations et analyses. Face aux fameuses *Fake News*, les législateurs et le public ont plus que besoin d'informations et recommandations vérifiées, fiables et accessibles. Les think-tanks sont sans doute plus nécessaires que jamais.

recherche auprès de l'Urbanize : Policy Institute for Urban and Regional Planning, chercheur spécialisé dans les questions portant sur la Birmanie, la Thaïlande, le Laos), Kimberley Le Pape, Romain Caillaud (Senior Director auprès de l'entreprise FTI Consulting).

## Sources académiques

- Alex Joske, "Picking flowers, making honey: the Chinese military's collaboration with foreign universities", *Australian Strategic Policy Institute*, Policy Brief, Report no 10/2018, 1-26. <https://www.aspi.org.au/report/picking-flowers-making-honey>
- Karthik Nachiappan, Enrique Mendizabal, Ajoy Datta, "Think-tanks in East and Southeast Asia: bringing politics back into the picture", *Overseas Development Institute*, décembre 2010, 1-29.
- James McGann, « For think-tanks, it's either innovate or die », *The Washington Post*, 6 octobre 2015, [https://www.washingtonpost.com/news/in-theory/wp/2015/10/06/for-think-tanks-its-either-innovate-or-die/?utm\\_term=.9ca8f6f0c606](https://www.washingtonpost.com/news/in-theory/wp/2015/10/06/for-think-tanks-its-either-innovate-or-die/?utm_term=.9ca8f6f0c606)
- Thomas Bondiguel and Thierry Kellner, "The impact of China's foreign policy think-tanks", *Brussels Institute of Contemporary China Studies Asia Paper*, Vol. 5, 2009, 1-16. <https://dipot.ulb.ac.be/dspace/bitstream/2013/94972/1/TKTBTT.pdf>
- Patrick Köllner, Xufeng Zhu, Pascal Abb, "Understanding the Development of Think-tanks in Mainland China, Taiwan, Japan", *Pacific Affairs*, 91, 2018, 1, 5-26. [https://www.psa.ac.uk/sites/default/files/conference/papers/2018/Understanding%20the%20development%20of%20think%20tanks%20in%20Mainland%20China%2C%20Taiwan%2C%20and%20Japan\\_Köllner%20Zhu%20and%20Abb%202018.pdf](https://www.psa.ac.uk/sites/default/files/conference/papers/2018/Understanding%20the%20development%20of%20think%20tanks%20in%20Mainland%20China%2C%20Taiwan%2C%20and%20Japan_Köllner%20Zhu%20and%20Abb%202018.pdf)

## Remerciements

L'auteur de cette étude tient à remercier sincèrement toutes les personnes qui ont collaboré de près ou de loin à la rédaction de cette note, en particulier : Docteur Eric Frécon, Captain (R) Martin A. Sebastian (directeur du Centre for Maritime Security and Diplomacy au Maritime Institute of Malaysia, officier (R) auprès de la Marine Royale Malaisienne, sujets de recherche : la sécurité maritime en Asie du Sud-Est, la coopération dans le domaine de la sécurité maritime en Asie du Sud-Est), Docteur Hoo Chiew Ping (Senior lecturer à l'université nationale de Malaisie, chercheuse associée auprès de l'International Institute for Strategic Studies, sujets de recherche : la Corée du Nord, la politique étrangère de la Corée du Sud, la politique étrangère américaine dans la péninsule coréenne, les questions politiques en Asie du Sud-Est), la délégation de l'Union Européenne à Singapour, Mael Raynaud (directeur de

**Annexe 1: Classements des think-tanks d'Asie du Sud-Est dans le rapport annuel de l'université de Pennsylvanie**

<b>Classement des think-tanks d'Asie du Sud-Est par rapport aux meilleurs think-tanks mondiaux</b>				
	2015	2016	2017	2018
RSIS (Singapour)	83	99	98	100
SIIA (Singapour)	81	83	69	71
CSIS (Indonésie)	70	78	78	80
ISEAS (Singapour)	93	95	95	97
LKYSPP (Singapour)		-	-	67
ACI (Singapour)		-	-	71
ASLI (Malaisie)		-	-	118
CDRI (Cambodge)		-	-	172

Source : James G. McGann, *Global Go to Think-tank Index Report*, University of Pennsylvania, publication annuelle, Think-tanks and Civil Societies Program (TTCSP), voir : [https://repository.upenn.edu/think\\_tanks/](https://repository.upenn.edu/think_tanks/)

<b>Classement des think-tanks « défense – sécurité » en Asie du Sud-Est</b>				
	2015	2016	2017	2018
CSIS (Indonésie)	3	5	5	1
RSIS (Singapour)	4	3	1	2
SIIA (Singapour)	9	11	11	5
ISIS (Malaisie)	10	9	9	6
ISEAS (Singapour)	12	12	13	14
CICP (Cambodge)	30	30	31	32
ISIS (Thaïlande)	36	35	34	36
MISIS (Birmanie)	51	52	35	37
DAV (Vietnam)	42	41	40	42

Source : James G. McGann, *Global Go to Think-tank Index Report*, University of Pennsylvania, publication annuelle, Think-tanks and Civil Societies Program (TTCSP), voir : [https://repository.upenn.edu/think\\_tanks/](https://repository.upenn.edu/think_tanks/)

<b>Classement des think-tanks d'Asie du Sud-Est par rapport aux meilleurs think-tanks mondiaux dans la catégorie « défense – sécurité »</b>				
	2015	2016	2017	2018
CSIS (Indonésie)	55	60	57	62
ISEAS (Singapour)	94	105	99	106

Source : James G. McGann, *Global Go to Think-tank Index Report*, University of Pennsylvania, publication annuelle, Think-tanks and Civil Societies Program (TTCSP), voir : [https://repository.upenn.edu/think\\_tanks/](https://repository.upenn.edu/think_tanks/)

**Annexe 2 : Les think-tanks membres de l'ASEAN Institutes of Strategic and International Studies (ASEAN-ISIS), du Track II Network of ASEAN Defence and Security Institutions et du Network of East Asian Think-tanks (NEAT)**

<b>ASEAN-ISIS</b>	
Birmanie	Myanmar Institute of Strategic and International Studies
Brunei	Brunei Darussalam Institute of Policy and Strategic Studies (BDIPSS)
Cambodge	Cambodian Institute for Cooperation and Peace (CICP)
Indonésie	Centre for Strategic and International Studies (CSIS)
Laos	Institute of Foreign Affairs (IFA)
Malaisie	Institute of Strategic and International Studies (ISIS)
Les Philippines	Institute for Strategic and Development Studies (ISDS)
Singapour	Singapore Institute of International Affairs (SIIA)
Thaïlande	Institute of Security and International Studies (ISIS)
Vietnam	Diplomatic Academy of Vietnam (DAV)

<b>NADI</b>	
Birmanie	Department of Strategic Studies, Ministry of Defence
Brunei	Sultan Haji Hassanal Bolkiah Institute of Defence and Strategic Studies
Cambodge	Ministry of National Defence
Indonésie	Center for Strategic Studies of Indonesian Armed Forces (CSS, TNI)
Laos	Office of military science and history department, Ministry of National Defense
Malaisie	Malaysian Institute of Defence and Security (MiDAS)
Les Philippines	Office for Strategic Studies and Strategy Management, Ministry of the Armed Forces
Singapour	S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS)
Thaïlande	The National Defence Studies Institute (NDSI)
Vietnam	Institute for Defence Strategy (IDS), Ministry of National Defence

<b>NEAT</b>	
Birmanie	Myanmar Institute of Strategic and International Studies
Brunei	Brunei Darussalam Institute of Policy and Strategic Studies (BDIPSS)
Chine	Center for East Asian Studies
Chine	China Foreign Affairs University
Indonésie	Center for East Asian Cooperation Studies, University of Indonesia
Japan	The Japan Forum on International Relations
Corée du Sud	Korean Institute of South East Asian Studies (KISEAS)
Laos	Institute of Foreign Affairs
Malaisie	Institute of Strategic and International Studies (ISIS)
Les Philippines	Philippine Institute for Development Studies
Singapour	East Asian Institute, National University of Singapore
Thaïlande	Institute of East Asian Studies, Thammasat University
Vietnam	Diplomatic Academy of Vietnam

Annexe 3 : Les think-tanks en Asie du Sud-Est tournés vers les questions de géopolitique et de sécurité

Pays	Intérêts politiques	Think-tanks	Publications
Birmanie	-	The Myanmar Institute of Strategic and International Studies (MISIS) a été fondé en 1992 par le ministère des Affaires étrangères. L'essentiel de ses membres sont d'anciens hauts fonctionnaires ou diplomates. Le « <i>revolving door policy</i> » est important, c'est-à-dire des fonctionnaires à la retraite vont rejoindre le think-tank.	Site officiel : <a href="https://www.myanmarisis.org">https://www.myanmarisis.org</a> . Essentiellement la publication de monographies sur des sujets liés aux relations entre la Birmanie et ses voisins.
Brunei	-	The Brunei Darussalam Centre for Strategic and Policy Studies (CSPS) a été fondé en 2006. Le conseil de direction est composé de membres du gouvernement.	Site officiel : <a href="http://www.csps.org.bn">http://www.csps.org.bn</a> Le centre publie un journal académique : le <i>CSPS Strategy and Policy Journal</i> , des rapports, et des notes.
Cambodge	-	The Cambodian Institute for Cooperation and Peace (CICP) a été fondé en 1994 sous les auspices du ministère des Affaires étrangères avec l'aide d'une fondation allemande, la Friedrich Ebert-Stiftung, après la guerre civile. Son conseil est composé uniquement de hauts fonctionnaires et politiciens.	Site officiel : <a href="http://www.cicp.org.kh">http://www.cicp.org.kh</a> . Essentiellement des publications sur ses dernières conférences.
Indonésie	Hier, légitimer le projet économique néolibéral du Président Suharto.  Aujourd'hui, promouvoir la stratégie maritime de l'Indonésie (Global Maritime Fulcrum).	The Center for Strategic and International Studies (CSIS) a été créé le 1 <sup>er</sup> septembre 1971 pour supporter l'administration du Président Suharto. Il a été marqué par des rivalités avec la communauté musulmane vu que le centre a été créé par des chrétiens et des Indonésiens d'ethnie chinoise.	Site officiel : <a href="https://www.csis.or.id">https://www.csis.or.id</a> . Publications essentiellement en langue locale.
Laos	-	The Institute of Foreign Affairs (IFA), un département du ministère des Affaires étrangères laotien.	-

<p>Malaisie</p>	<p>Promouvoir un agenda politique en accord avec les principes islamiques.</p> <p>Supporter le projet économique national défini par le gouvernement.</p>	<p>The Institute of Strategic and International Studies (ISIS) a été fondé en 1983. Le gouvernement, via le ministère des Affaires étrangères, a le pouvoir de nommer ses dirigeants. Ses recherches sont focalisées dans les domaines suivants : l'économie, les relations internationales, la sécurité, la création d'États-nation, les politiques sociales dans la région.</p> <p>The Maritime Institute of Malaysia (MIMA) a été fondé en 1993 par le ministère des Transports et il est spécialisé dans les sujets liés à la sécurité maritime, notamment dans le détroit de Malacca, la mer de Chine méridionale, la mer des Célèbes et la mer de Sulu.</p> <p>Le Malaysia Institute of Defence and Security (MIDAS) est un institut fondé par le ministère de la défense. Il est essentiellement focalisé sur les recherches concernant le prochain livre blanc de la défense (le premier du pays). Son conseil de direction réunit le ministre de la Défense et son adjoint, les chefs d'état-major. Le directeur du think-tank est un vice-amiral.</p>	<p>Site officiel : <a href="https://www.isis.org.my">https://www.isis.org.my</a>. Des publications sous différentes formes : des commentaires, des articles, des monographies, des livres). L'institut a un journal : <i>ISIS Focus</i>. Sa publication est irrégulière. Les domaines de prédilection sont : l'Asie-Pacifique, l'économie, l'énergie, la défense et la sécurité.</p> <p>Site officiel : <a href="http://www.mima.gov.my">http://www.mima.gov.my</a>. L'institut publie sur cinq sujets liés à la sécurité maritime : le droit maritime, la sécurité et la diplomatie maritime, l'environnement maritime, l'économie maritime, le détroit de Malacca. À noter : les publications sont payantes.</p> <p>Site officiel : <a href="http://midas.mod.gov.my">http://midas.mod.gov.my</a>. Pas de publication publique. Le think-tank travaille sur le prochain livre blanc malaisien (le premier du pays).</p>
-----------------	---	---	---

Singapour	<p>Former les élites régionales (budget propre et recrutement ciblé).</p> <p>Réunir les élites politiques, économiques, académiques pour générer des politiques innovantes dans des problèmes pertinents (au service des intérêts singapouriens).</p>	<p>The S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) a été officiellement créée en 1996 par le ministère de la Défense. Elle est rattachée auprès de la Nanyang Technological University (NTU).</p> <p>The Singapore Institute of International Affairs (SIIA) a été créé en 1961 par les autorités coloniales britanniques pour former les futurs diplomates singapouriens. Tommy Koh, ancien ambassadeur singapourien auprès de l'ONU et aux États-Unis, a été un des membres fondateurs. L'institut se focalise sur des sujets de relations internationales, d'économie internationale, et non de sécurité-défense. L'actuel directeur est un ancien membre du parlement singapourien.</p> <p>The Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS) a été créé en 1968 par une loi du parlement singapourien. Il est lié à la principale université singapourienne, la National University of Singapore. Sur les 14 membres qui composent son <i>board</i>, 3 sont des hauts fonctionnaires de différents ministères singapouriens. Sa principale mission est d'être à la pointe des recherches sur les sujets liés à la sécurité, la politique, la sociologie et le développement économique en Asie du Sud-Est.</p>	<p>Site officiel : <a href="https://www.rsis.edu.sg">https://www.rsis.edu.sg</a> La production des enseignants chercheurs se compose pour l'année 2017 de 37 livres et de publications diverses (monographies, projets, papiers de travail et de recherche, commentaires, interviews pour des médias régionaux). Les domaines de publication de prédilection sont : l'Asie-Pacifique, l'économie, l'énergie, la défense et la sécurité avec un tropisme sur les questions portant sur la lutte contre le terrorisme.</p> <p>Site officiel : <a href="http://www.siiionline.org">http://www.siiionline.org</a>. Il publie des commentaires pour différents médias de la région, des rapports sur des sujets liés à l'Asie du Sud-Est et organise des conférences avec ses homologues sud-est asiatiques.</p> <p>Site officiel : <a href="https://www.iseas.edu.sg">https://www.iseas.edu.sg</a>. Depuis le début des années 70, l'institut a publié près de 2 000 publications. Il publie environ 50 parutions par an. De plus, l'institut publie les trois journaux académiques suivants : <i>Journal of Southeast Asian Economies</i>, <i>SOJOURN: Journal of Social Issues in Southeast Asia</i> et le <i>Contemporary Southeast Asia</i>.</p>
-----------	---	--	--

Thaïlande	-	The Institute of Security and International Studies (ISIS) a été créé en 1981 auprès de la Chulalongkorn University dans le but de conduire des recherches dans les domaines des relations internationales et de la sécurité internationale d'intérêts pour la Thaïlande. L'institut travaille pour des agences gouvernementales thaïlandaises. Il est membre fondateur de l'ASEAN-ISIS et secrétaire pour la Thaïlande auprès du CSCAP.	Site officiel : <a href="http://www.isisthailand.org">http://www.isisthailand.org</a> . La plupart des publications publiques sont des commentaires pour des médias anglophones, notamment le <i>Bangkok Post</i> . Ils organisent des conférences, workshops, essentiellement avec leurs homologues laotiens et cambodgiens.
Timor-Leste	-	-	-
Vietnam	Initier les autres pays de la région aux « valeurs marxistes et à l'esprit du prolétariat international ».  Critiquer les « fausses idées et pensées » contre l'État et le parti.  Justifier les prétentions territoriales et les positions vietnamiennes en mer de Chine méridionale.	The Diplomatic Academy of Vietnam (DAV) est une école fondée en 1959 par le ministère des Affaires étrangères afin de former ses futurs diplomates. Elle a un volet think-tank avec deux instituts (The Institute for Foreign Policy and Strategic Studies et The Institute of the East Sea Studies) qui traitent essentiellement des questions sur la politique étrangère, les relations internationales et la mer de Chine méridionale.	Site internet : ( <a href="https://www.dav.edu.vn">https://www.dav.edu.vn</a> ) En 1993, l'école a créé le journal académique : <i>The International Studies Review</i> . La version anglaise est publiée semestriellement.